



NPA

NOUVEAU PARTI
ANTICAPITALISTE

Lutter tous ensemble contre ce gouvernement, c'est maintenant !

Bulletin IDF poste du NPA - 26 novembre 2014



Lundi, Hollande est revenu une nouvelle fois à Florange, comme l'assassin revient sur les lieux de son crime. En 2012, debout sur une camionnette, il assurait, en tant que candidat, que « lui président » se battraient pour que les hauts-fourneaux restent ouverts. Un an plus tard, il était revenu en tant que chef de l'État... pour entériner la fermeture du site ! Son seul engagement alors : revenir chaque année. Ce lundi, promesse tenue (et sans doute la seule depuis son élection) il est revenu faire son coup de com' : mais pas auprès des travailleurs... Il a soigneusement évité de rencontrer ceux qui manifestaient. Il a préféré s'adresser au patronat... qui en demande toujours plus.

Les patrons pleurent la bouche pleine

Non contents d'avoir pour eux le pacte de responsabilité et ses 40 milliards d'euros d'allègements de charges aux entreprises, la nouvelle proposition de François Hollande ne leur suffit pas. En effet, le 6 novembre, le président annonçait la transformation du CICE (crédit d'impôt compétitivité emploi) en baisse de charges sociales en 2017. Malgré cela, Gattaz et ses amis organisent une « semaine de mobilisation » début décembre pour montrer leur « exaspération terrifiante ». Sortons nos mouchoirs !

Les travailleurs et la population paient la note

Le budget de l'État 2015 est un des pires budgets d'austérité jamais voté. Sur l'ensemble des administrations publiques c'est 21 milliards d'euros d'économies qui sont prévus. 3,7 milliards d'euros seront économisés sur les dotations aux collectivités locales. La dégradation de l'emploi public et des services à la population vont s'accroître. Après les travailleurs de la santé qui sont mobilisés depuis plusieurs mois contre les fermetures d'hôpitaux et la casse de la Sécu, c'est au tour des enseignants et des professeurs des écoles de plusieurs départements d'entrer en lutte contre la disparition programmée des « zones d'éducation prioritaire ». Là encore, voilà une des belles promesses de Hollande jeté aux orties : les 60 000 postes annoncés dans l'éducation ! Non seulement ces postes n'ont pas été créés mais on déshabille des écoles et des collèges de quartiers populaires pour accentuer les logiques de rentabilité à l'œuvre dans toute la fonction publique.

Ne nous laissons plus dépouiller de nos droits, de nos acquis !

Il est frappant de voir que malgré toutes ces attaques redoublées contre nos emplois, nos conditions de vie ou d'études des plus jeunes, aucune perspective de lutte d'ensemble n'est proposée par les organisations syndicales. Cela n'empêche pas que des luttes éclatent comme celles des étudiants de plusieurs universités, ou plus généralement d'une partie de la jeunesse, révoltée par le monde capitaliste et ses plaies écologiques ou sociales. Luttés de la jeunesse qui sont confrontés à une répression policière de plus en plus forte, d'autant plus forte que ce gouvernement est de plus en plus impopulaire. Alors, si jeunes, moins jeunes, salariés du privé, du public, parents d'élèves, privés d'emplois, on s'y mettrait tous ensemble, c'est sûr que la peur commencerait à changer de camp.

C'est ballot

En 2010, une grève de 66 avait secoué les Hauts-de-Seine contre les restructurations à Asnières, Clamart, Bois-Colombes et Chatillon. La direction avait licencié l'actuel secrétaire départemental du syndicat SUD 92. Licenciement qui avait été refusé dans un premier temps par l'inspection du travail. Revancharde La Poste avait attaqué la décision de l'inspection auprès du ministre du travail de l'époque Xavier Bertrand. Ce dernier avait refusé le licenciement également. Toujours aussi jusque boutiste la direction avait engagé une longue procédure auprès du Tribunal Administratif pour attaquer la décision de l'inspection et du ministre. La décision du juge est tombée lundi 24 novembre... Et une nouvelle fois le licenciement a été refusé...

Allo

Rien que ces derniers jours, des grèves ont eu lieu à St-Denis (La Réunion), Thuir (Pyrénées-Orientales), Eschirolles (Isère), St-Valéry (Normandie)... La Poste est peut-être bien la seule entreprise du pays où presque pas un seul jour ne passe sans qu'un établissement ne soit en grève. La question à 100 balles : et pendant ce temps-là, que font les directions syndicales ?

Élections Professionnelles à La Poste

Les 1 et 4 décembre votez pour les syndicats qui s'opposent à la casse de nos services, de nos conditions de travail et de nos salaires. La participation aux élections est importante si on ne veut pas laisser la direction choisir ses interlocuteurs. Ces élections et surtout le déploiement syndical pour l'occasion montrent que les directions syndicales sont tout à fait capables de distribuer le même tract national au même moment. A quand le même déploiement de tracts et affiches syndicales sur une même période pour appeler à une grève nationale pour nos salaires, nos emplois et nos conditions de travail ?

Djihadisme : appellation d'origine contrôlée

Quand on voit les noms et prénoms des deux jeunes Français qui auraient été identifiés dans les vidéos de l'Etat Islamique (Mickaël Dos Santos et Maxime Hauchard), on ne peut s'empêcher de se dire qu'il y a un énorme problème d'intégration des jeunes d'origines arabes.

Mensonge et violence comme politique d'Etat

La presse a finalement révélé ce que tout le monde savait déjà : Cazeneuve, ministre de l'intérieur, a sciemment menti sur la mort de Rémi Fraisse, tué par une grenade offensive tirée par un gendarme. Il était au courant, mais ne connaissait pas la cause de la mort... Il devrait démissionner ! C'est le mensonge d'Etat, par peur des conséquences de l'annonce de la cause de la mort de Rémi Fraisse. Il a menti pour gagner du temps et couvrir la violence de sa police dans le but de faire taire, intimider, faire peur aux opposants... Le mensonge est une politique d'Etat, comme vient aussi le rappeler la farce au sommet du pouvoir entre Jouyet, Fillon et Sarkozy. Pour imposer sa politique antisociale, le gouvernement combine la violence sociale à la violence politique et policière. Contre le barrage de Sivens, contre les violences policières et pour l'abandon des poursuites judiciaires contre les manifestants, les manifestations continueront d'être appelées... Tant que justice ne sera pas faite !

Idées neuves ou vieux rêves ?

Gattaz, le président du MEDEF, réclame le droit pour les patrons de licencier sans fournir de motif, comme la loi les y oblige. Cette obligation n'empêche pas de licencier. Mais, selon lui, les patrons craignent de « se retrouver devant les prudhommes s'ils rompent le contrat ; c'est un des principaux freins à l'embauche ». S'il obtient ce qu'il demande, il n'y aura pas plus d'embauches. Mais encore plus de licenciements.